

L'étudiant

N° 160 / Mercredi 15 janvier 2025

TRIHEBDOMADAIRE

GRATUIT

PRIMES DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Paielement à deux vitesses



- Depuis le 13 janvier 2025, le gouvernement procède au paiement de l'allocation relative à la modernisation de la recherche. Cette initiative, bien que salubre pour les chercheurs de l'enseignement supérieur, suscite un sentiment d'abandon et de frustration chez les chercheurs rattachés au ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation, qui se sentent lésés. **P2**

SUR LE CAMPUS

EXAMEN MEDICO-SANITAIRES

Les IPES crient à l'injustice

- Sur plus de 12 000 candidats inscrits, seulement 2 393 ont été déclarés admis à l'issue de cet examen. L'Association nationale des IPES dénonce, depuis la publication de ces résultats, une tentative de sabotage visant à ternir la qualité des enseignements des IPES et appelle à une révision des résultats. **P3**

IMMERSION

OBTAINING THE NATIONAL ID CARD

Gov't promises faster, easier process

- Citizens caught in the dilemma can now seek assistance from competent authorities. **P7**

COFFEE BREAK

JEUNES ET ELECTION
PRESIDENTIELLE 2025

Acteurs ou pions du processus électoral.

Lire le dossier. Pp4-6

SOIRÉE DE RÉSEAUTAGE - INTELLIGENCE ARTIFICIELLE CAMEROUN



Thème
« FAITES PARLER VOS DONNÉES »

Partages d'expérience - Echanges entrepreneuriales - Reseautage - Coaching - Cocktail - Etc.

Plus 20 000 Fcfa - 20 places attendues

Le 24 Janvier 2025 Sis à Yaoundé, au Colisée Bastos - à 17h ☎ 699 089 937 - 677 238 022



Avec
Guillaume
SOTO

PAIEMENT DES PRIMES DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Frustration chez les chercheurs non universitaires

► Le paiement des primes, bien que salubre pour les chercheurs de l'enseignement supérieur, a néanmoins créé un sentiment d'abandon et d'incompréhension totale chez les chercheurs rattachés au Minresi.

Par Wilfried NTOUDA

LES enseignants-chercheurs des universités d'État ont perçu leur prime pour le compte du quatrième trimestre 2024 depuis le 13 janvier 2025, par billettage auprès de l'agence comptable du compte d'affectation spéciale, au 10e étage de l'immeuble ministériel n°2, porte 1043. Cette prime faisait partie des revendications du mot d'ordre de grève lancé le 6 janvier 2024 par le Syndicat des enseignants du supérieur. C'est donc un sentiment de bonheur intense pour ces chercheurs d'État qui ont eu gain de cause.

Par effet de domino, une sensation d'envie et de frustration est née chez la catégorie du corps des chercheurs rattachés au ministère de la recherche scientifique et de l'innovation (Minresi), qui estiment être lésés. Invité au 07H du poste National de la CRTV du 14 janvier 2025, le Dr Alban Ngatchou, Président du Syndicat national des chercheurs du Minresi, estime que cette allocation des primes destinée uniquement aux chercheurs des universités d'État, s'appuyant certes sur le décret de 2009, est selon lui injuste. « Nous exerçons tous des missions de service public orientées sur la recherche. Et donc, lorsqu'il y

a des financements disponibles comme ceux-ci, nous devons être associés. Nous devons être en priorité. Et donc, le fait qu'il y ait cette discrimination, nous donne l'impression qu'il y a une politique de deux poids deux mesures. Un chercheur égal chercheur, qu'on soit au ministère de l'enseignement supérieur ou à la recherche scientifique, c'est toujours la recherche », a-t-il indiqué au micro de Blaise Anicet Abega Ndengue. Conscient du travail et de l'apport non négligeable que leur secteur de recherche consent pour le développement et l'accompagnement de l'État et de la collaboration au niveau de la for-

mation des jeunes, au même titre que les chercheurs des universités d'État, la pomme ne devrait pas être coupée en deux. « Je pense que le gouvernement ne gagnerait pas à créer une frustration ou à nous diviser. Nous sommes comme des jumeaux et devraient bénéficier des mêmes privilèges. C'est une collaboration en réalité qui s'impose entre ces deux entités, c'est-à-dire les universités et les instituts de recherche. Il y a quand même un dénominateur commun, qu'on soit chercheur au ministère de la recherche scientifique et de l'innovation ou au ministère de l'enseignement supérieur, c'est les activités d'encadrement scienti-

fique des étudiants et celles des recherches-développements. Si aujourd'hui on parle des unités mixtes de recherche, c'est parce qu'en réalité, on est appelé à travailler ensemble et par conséquent, nous devons être primés ensemble », a-t-il ajouté. Il faut tout de même rappeler que le paiement de ces primes aux chercheurs des universités d'État survient après le mot d'ordre de grève lancé le 6 janvier 2024. Il est primordial que le gouvernement prenne également en considération les revendications de ces chercheurs du Minresi, qui exercent au même titre que les chercheurs du Minesup des missions de service public.

PAIEMENT DE LA PRIME DE L'EXCELLENCE ACADEMIQUE 2023

100.000 lauréats passent à la caisse

► Le lundi 6 janvier 2025, le Minesup a lancé le paiement de la prime de l'excellence académique aux meilleurs lauréats des examens nationaux de BTS et HND ainsi qu'aux meilleurs étudiants de certaines Institutions Privées d'Enseignement Supérieur.

Par Michelle MBESSA

CES lauréats sont sélectionnés par Région pour le compte des promotions 2023, auxquels s'associent les étudiants brillants des Universités d'État. Cette opération, qui se poursuivra jusqu'au 17 janvier 2025, s'inscrit dans le cadre des Très Hautes Directives du Chef de l'État, Paul Biya, énoncées lors de son adresse à la nation le 31 décembre 2009. Les bénéficiaires de cette prime expriment leur immense satisfaction. Pour Aboubakar Mohamed, étudiant en 4e année de médecine générale à l'Institut Supérieur des Technologies Médicales (ISTM), et Elvira Tchunte Fokwa, étudiante en 7e année à l'Université des Montagnes (UDM), cette prime est l'expression de la mansuétude du Chef de l'État en faveur de la jeunesse estudiantine. Il s'agit aussi bien d'un acte de reconnaissance des efforts fournis et du travail acharné. Comblés de joie, ils



encouragent leurs camarades et cadets à viser l'excellence, rappelant que le mérite académique ouvre la voie à de telles opportunités. Cette initiative gouvernementale, mise en œuvre par le Ministère de l'Enseignement Supérieur sous la conduite du Ministre d'État, le professeur Jacques Fame Ndongo, s'appuie sur la décision numéro 00045/MINESUP/SG/IA1/CJ

du 8 juin 2010, laquelle fixe les critères d'attribution de la prime d'excellence aux meilleurs étudiants des institutions universitaires. Réalisée en collaboration avec le Ministère des Finances, elle vise à promouvoir l'excellence académique, à renforcer la motivation des apprenants et à illustrer l'importance stratégique de l'éducation comme levier du développement au Cameroun.

ÖDACE CONFERENCE

Shockvertising: Bad Buzz or Stroke of Genius?

► Scheduled for January 29, 2025, at the Advanced School of Mass Communication (ASMAC), a major conference under the theme Shockvertising: Bad Buzz or Stroke of Genius? will take place in Hall D4 as from 12 noon. Organized by a group of creative minds, the Conference Ödace aims to explore the provocative realm of shockvertising.

By Brigitte BATE (Intern)

TARGETING approximately 700 students, this event promises to delve into the fine line between generating buzz and inciting controversy. The conference will begin with a diverse panel of experts sharing their insights, including: Chedjou Kamdem, Social Media Manager, who will define shockvertising, discuss its various forms, and highlight notable campaigns from Cameroon and beyond. Kisito Kameni, Director of Private Media Development at the Ministry of Communication, who will outline the legal framework surrounding unconventional advertising in Cameroon, including specific regulations and potential penalties for non-compliance. Charly Despote, Marketing

and Communication Strategist, who will provide insights into crafting effective shockvertising campaigns, emphasizing creativity and strategic processes. Viridiana Lome, Digital Marketing Manager at OK FOOD Cameroon, who will address the impact of shockvertising on brand image, the risks of bad buzz, and offer crisis management strategies. Robert Pascal Bassassa, a seasoned communicator, will moderate the presentations, guiding discussions and ensuring a comprehensive exploration of the theme. His moderation will foster dynamic exchanges of ideas on this controversial marketing approach. This conference offers students a timely opportunity to deepen their understanding of shockvertising as a marketing technique and its implications for brands and society.

EXAMEN D'APTITUDE AUX PROFESSIONS MÉDICO-SANITAIRES

Les IPES crient à l'injustice

► Les résultats de l'Examen National d'Aptitude aux Professions Médico-Sanitaires, rendus publics ce 10 janvier 2025, ont provoqué un vent de mécontentement au sein des Instituts Privés d'Enseignement Supérieur (Ipes).

Par Paul Marcel MBEMBE

SUR plus de 12 000 candidats inscrits, seulement 2393 ont été déclarés admis à l'issue de cet examen, ce qui représente un taux d'échec supérieur à 80 %. L'Association Nationale des Ipes (Anipes), qui regroupe ces établissements, dénonce ce qu'elle qualifie de tentative de sabotage et appelle à une révision des résultats. L'examen, qui a eu lieu le 16 octobre 2024, vise l'inscription des candidats au tableau de l'Ordre des Professions Médico-Sanitaires. Depuis la publication des résultats d'admissibilité le 24 décembre 2024, les critiques se sont multipliées. De nombreux étudiants, titulaires de BTS/HND, Licences/Bachelor ou Masters, et pour certains déjà

en activité dans des structures de santé agréées par le ministère, se retrouvent ainsi écartés malgré leur expérience et leurs qualifications. Ce taux d'échec massif soulève des interrogations au sein de l'Anipes, qui parle d'un « échec systématique injustifiable » et d'un « coup porté à l'image » des institutions privées.

L'Anipes va plus loin en dénonçant une volonté manifeste de discréditer les Ipes. Selon l'association, les instituts privés offrent une formation de qualité qui prépare efficacement les étudiants aux exigences du terrain. Le faible nombre de candidats admis ne refléterait donc pas la réalité de l'enseignement dispensé, mais plutôt une remise en question des formations privées par l'État. Pour l'Anipes, cet échec massif dépasse la frustration



des étudiants et des établissements. Il porte atteinte à un secteur clé de la formation des personnels médico-sanitaires, qui contribue de manière significative à répondre aux besoins croissants du domaine. Une analyse plus poussée des résultats montre l'absurdité de la situation, surtout dans un contexte où le pays manque cruellement de

personnel dans le secteur sanitaire. Cette pénurie est aggravée par les résultats de l'examen, qui risquent de rendre encore plus difficile l'accès à des professionnels formés et qualifiés. Les responsables des Ipes, avec le soutien de l'Anipes, exigent la suspension immédiate de cet examen. Ils appellent à une réévaluation des critères d'admissi-

bilité et à une révision du processus d'évaluation, qu'ils considèrent comme biaisé et injuste. L'association met en avant l'importance de préserver la crédibilité et la compétitivité des institutions privées, qui jouent un rôle indispensable dans la formation du personnel de santé au Cameroun.

FESTIVAL OF ARTS AND TRADITION

Another Cultural Heritage in UNESCO's Annals?

► The Sao Kotoko Festival in Yaoundé will celebrate one of Central Africa's oldest civilizations, showcasing their rich heritage and traditions from January 23-25 in Yaounde.

By Kylan NDIMIDA

THE recent inclusion of the Ngoun from the Bamoun people and the Ngondo of the Sawa people in the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) has sparked a desire among the Sao Kotoko people from the Logone and Chari Division in the Far North Region of Cameroon to have their own heritage integrated into UNESCO's prestigious list. This aspiration was highlighted in Yaoundé on Tuesday, January 14, 2025, at the National Museum, during a press conference led by the President of the Festival's Organizing Committee, Oumar Ali, in the presence of other committee members and representatives of the Sao Kotoko Cultural Association. The event was held under the patronage of the Minister of Arts and Culture. The occasion also served as the official announcement of the 6th edition of the Sao Kotoko Festival of Arts and Tradition, scheduled to take place from January 23 to 25 at the National Museum in Yaoundé. The festival will be a vibrant celebration of the Sao Kotoko people, an ancient civilization hailed as the cradle of Central African heritage. It



promises to showcase the rich traditions and enduring legacy of a community often described as «the great healers and masters of fishing.» «The Sao Kotoko civilization is one of the oldest in the world and undoubtedly the oldest in Central Africa,» stated Oumar Ali. «This festival is a unique opportunity to share their extraordinary culture with a national and international audience.» The Kotoko people, descendants of the legendary Sao, inhabit areas around Lake Chad, spanning Cameroon, Chad, Nigeria, and Ghana. Known for their terracotta artistry and profound knowledge of water, the Kotoko's traditions are rooted in solidarity and coexistence. With the theme «Culture and Tradition of the Sao Kotoko People: Between the Past and the Present – A Lever of Solidarity and Living Together,» the festival aims to transcend boundaries. It seeks to showcase Kotoko traditions through traditional dances, thematic conferences, art exhibitions,

and culinary delights. «Our goal is to bring the Kotoko culture out of its original environment and share it with the world,» explained President Oumar. «This is not just about celebrating history but about creating a platform for cultural exchange and understanding.» The festival's relocation to Yaoundé, intended to gather over 250 inhabitants from the Logone and Chari Division—far from the Kotoko's ancestral lands—underscores the importance of openness and inclusion. «It's a step toward building bridges between cultures, as envisioned by Léopold Sédar Senghor's concept of universal civilization,» the organizer added. As Cameroon prepares to honor the Sao Kotoko's remarkable legacy, the event serves as a poignant reminder of the enduring power of culture. In the words of the organizers, «This is more than a celebration—it's a call for solidarity and mutual enrichment.»

Reçu N°1009/REA/20/SAAP/BAPP
Journal bilingue d'informations sur l'éducation et la jeunesse
Directeur de Publication : Boris Landry KOUKAM
www.journal-etudiant.com
N°500 / Mercredi 15 janvier 2025
TRIHEBDOMADAIRE

L'Étudiant

GRATUIT

Directeur de publication/Publisher
Boris Landry KOUKAM

Coordonnateur général/ General Coordinator
Arnaud Nicolas MAWEL

Coordonnateur général adjoint
Paul Reinhard WANDJI

Directeur de la rédaction/Managing Editor
Franck Boris NKENGUE

Rédacteur en chef/ Editor In Chief
Wilfried Celestin NTOUDA

Rédacteur en chef adjoint/ Deputy Editor In Chief
Paul Marcel MBEMBE

Reporters
Kylan NDIMIDA, Michelle MBESSA Flora TOUAMO, Firmin Benoît NGONO, Brigitte BATE, Marius KUME, Nicodem MBARFAY, Joséphine OMGBA.

Production :
Central Media Communication and Technologies-CMCT

RCCM: RC/YAO/2022/B/1633

P.O Box: 17019 Yaoundé, Cameroun
Rond-point Cami-Toyota, Coron, Immeuble Lucas Mill

Téléphone: +237 694299971/ 677932102

Email : contact@journaletudiant.com

Site web : www.journaletudiant.com

JEUNES ET ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2025



► Avec la présidentielle qui approche à grands pas, la mobilisation des jeunes est attendue de la part des parties prenantes au processus électoral afin d'enregistrer un maximum de jeunes citoyens dans les délais impartis. Sur ce terrain glissant qu'est la politique, les jeunes semblent se désolidariser de ce jeu politique, estimant qu'ils servent plus de pion pour les intérêts des candidats.

SOMMAIRE ▼

- Inscriptions sur les listes électorales** : des jeunes répondent à l'appel ----- P.5
- Intérêt des jeunes à la présidentielle 2025** : participation mi-figue, mi-raisin ----- P.5
- Présidentielle 2025** : la jeunesse entre engagement et désenchantement-----P.6
- Réactions : Ibrahim Yiche, Président du Parti Action** « Les jeunes doivent mettre fin à ce statu quo en 2025 »-----P.6

INSCRIPTIONS SUR LES LISTES ELECTORALES

Un engagement croissant des jeunes

► Avec la présidentielle qui arrive en grande enjambée, une forte mobilisation de jeunes est attendue de la part des parties prenantes au processus électoral afin d'enregistrer un maximum de citoyens dans un délai plus court que d'habitude.

Par Wilfried NTOUDA

LES années se suivent, mais ne se ressemblent pas. En 2025, l'inscription sur les listes électorales revêt à son tour son lot de spécificités. En effet, cette année, les citoyens seront appelés à élire un nouveau président de la République ou à renouveler leur confiance au président sortant. La perspective de la présidentielle implique que tous ceux souhaitant se faire inscrire dans les points ouverts par Elections Cameroon (ElecCam) doivent agir rapidement, afin d'éviter les bousculades de dernière minute. D'autant plus que, selon l'article 75, alinéa 2 de la loi portant Code électoral, toutes les opérations d'inscription cesseront dès que le président de la République aura convoqué le corps électoral. Dans cette course à l'inscription sur les listes électorales une question se pose où en est la participation des jeunes à ce stade des inscriptions. Couche sociale généralement ciblée par les partis politiques en lice, les derniers chiffres

officiels de la liste électorale définitive compte au 30 décembre 2024, publié sur le site d'ElecCam font état de 7.845.622 camerounais inscrits avec 2.607.321 des jeunes inscrits avec un âge compris entre 20 et 35 ans, 5.236.301 des jeunes ayant plus de 36 ans inscrits.

Il est donc probable que le scénario de 2025 se rapproche de celui de 2018, car la dernière présidentielle a mis en lumière un engouement croissant des jeunes pour la politique au Cameroun. Sur les plus de six millions d'électeurs inscrits, plus de la moitié était des jeunes. Cette dynamique s'inscrit dans une tendance identifiée dès 2016 par l'Institut national de la Statistique, qui estimait que la population en âge de voter au Cameroun se situait entre 13 et 14 millions de personnes. En réalité, le nombre de jeunes électeurs camerounais pourrait être supérieur à celui des inscrits recensés par Elections Cameroon pour la présidentielle de 2025. D'ailleurs, pendant la période d'inscription en 2018, plusieurs acteurs politiques ont ciblé cette tranche de la population. Les partis politiques ont ainsi

intensifié leurs efforts pour susciter l'intérêt des jeunes militants pour la politique. Ce phénomène n'a pas échappé à la société civile. En 2017, le Mouvement « 11 millions de citoyens », lancé par Cabral Libii, a été un exemple concret d'initiative visant à encourager les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales. Bien que les différentes campagnes visant à encourager les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales aient connu un succès mitigé (lorsqu'on compare le potentiel électoral à l'effectif des inscrits), l'intérêt des jeunes lors de la dernière présidentielle est indéniable. Ce regain d'intérêt pour la politique chez la jeunesse camerounaise peut être en partie expliqué par le profil de certains candidats. En effet, Serges Espoir Matomba (39 ans), Franklin Ndifor (37 ans) et Cabral Libii (38 ans) ont apporté un souffle de fraîcheur au personnel politique traditionnel du pays. De manière assez évidente, ces « candidatures jeunes » ont incité de nombreux jeunes à se poser des questions sur leur avenir politique et à se rapprocher des enjeux électoraux. Ainsi, au sein des diffé-



rentes équipes de campagne des candidats, des milliers de jeunes se sont investis pour se rendre utiles et participer activement aux débats, en fonction de leurs aspirations et préoccupations. L'engagement des jeunes s'est également manifesté par leur volonté de s'impliquer dans les processus politiques, qu'il s'agisse de soutenir des candidats ou de discuter des enjeux sociaux et économiques. De plus, à l'ère d'Internet, de nouvelles barrières sont tombées, offrant aux jeunes une tribune pour s'exprimer et s'informer sur ce

qui se passe autour d'eux. Les médias traditionnels, qui étaient historiquement les principaux canaux d'information, ont été progressivement rejoints par les plateformes numériques, en particulier les réseaux sociaux. Ces derniers ont permis aux jeunes d'avoir accès à une multitude d'informations et de participer à des discussions en temps réel, avec une portée bien plus large qu'auparavant. Cela a permis une plus grande circulation des idées et un engagement politique plus direct.



« Les jeunes doivent mettre fin à ce statu quo en 2025 »

► Ibrahim YICHE, Président du « Parti Action »



« Si l'opposition s'unit pour investir un candidat jeune à la prochaine présidentielle, alors, nous assisterons, à coup sûr, à une véritable révolution démocratique. J'invite ainsi tous les Camerounais âgés de 20 ans ou plus à s'inscrire massivement sur les listes électorales pour changer la tendance. Parce que l'alternance générationnelle sera l'enjeu central des prochaines élections. Les jeunes doivent mettre fin au statu quo en 2025 »

« Il y a ce sentiment qui nous anime, peu importe qu'on s'inscrive ou pas, le vainqueur est déjà connu »

► Esther-Josiane ETSIKE ONOLO, Doctorante en science politique



« Je dirai que trois raisons expliquent la non inscription des jeunes sur les listes électorales. Tout d'abord, nous avons le faible intérêt des jeunes pour les questions politiques qui sont très souvent considérées comme une affaire de « vieux » ou de spécialistes sur la question. Ensuite, certains jeunes ont le sentiment que s'inscrire sur les listes électorales ne changera pas l'issue, car le vainqueur du scrutin étant connu de toute façon. Enfin, la politique en général en question africain, porte en elle des gènes d'une connotation péjorative allant de simple arrestation aux peines privatives de libertés. Aucun ne souhaite y être associé même pas au moyen d'une simple inscription sur les listes électorales. »

« Les jeunes se sentent exclus du processus décisionnel et ne voient pas leur avenir représenté »

► Désiré EYOUN, Universitaire



« D'après moi, plusieurs éléments rentrent en jeu et chacun a son opinion sur le déroulement des élections. Sans être exhaustif...D'abord l'âge, la majorité électorale étant 20 ans, sont exclus les jeunes en deçà de cet âge. Certains veulent l'alternance mais au regard de la toute-puissance du parti au pouvoir, ils estiment que leur vote n'influencera en rien les élections. Au plan politique certains d'entre eux se sentent exclus du processus décisionnel et ne voient pas leur avenir représenté dans les politiques mises en place, sans compter la corruption et les fraudes électorales. »

« Les jeunes peuvent avoir l'impression que leurs votes ne feront aucune différence »

► Raphaël Francky EDZENTE BIKONO, Élève professeur ENS Bertoua.



Il y a une certaine désaffection à l'égard de la politique et des institutions qui peuvent entraîner un sentiment d'indifférence ou de déception envers le processus électoral. Ensuite, les jeunes peuvent se sentir éloignés des partis politiques et de leurs programmes, qui ne répondent pas nécessairement à leurs préoccupations ou à leurs attentes. Cela peut les amener à se désintéresser de la politique et à ne pas s'inscrire sur les listes électorales. Il y a également une question de confiance dans les institutions et dans les hommes politiques, les jeunes peuvent avoir l'impression que leurs votes ne feront aucune différence. Enfin, il y a des facteurs plus pratiques, tels que la difficulté de s'inscrire sur les listes électorales »

INTERET DES JEUNES A LA PRESIDENTIELLE 2025

Participation mi-figue, mi-raisin

► Un fait préoccupant se dessine, celui du désintéressement des jeunes à l'égard du processus électoral. Une faible représentation des jeunes dans les partis politiques et un faible taux d'inscription sur les listes électorales sont entre autres les manifestations de cette situation.

Par Michelle MBESSA

POUR beaucoup de jeunes camerounais, la politique semble de plus en plus déconnectée de leurs réalités quotidiennes. Les promesses des campagnes électorales successives, souvent perçues comme des discours sans lendemain, ont engendré une forme de désillusion. La plupart des jeunes estiment que leurs préoccupations, notamment l'emploi, l'accès à une éducation de qualité, la réduction de la pauvreté et la modernisation des infrastructures sont négligées ou ignorées

par les politiques menées par les dirigeants en place. Cette distance entre les attentes de la jeunesse et les actions concrètes des gouvernants a alimenté un sentiment de frustration et de désengagement. « Moi, personnellement, voter ou ne pas voter cette année, n'aidera pas à réaliser toutes les promesses qu'on nous fait depuis des années. On ne fait rien de concret pour les jeunes. C'est décourageant. Chaque année, on nous ment. Alors que les choses vont de mal en pire. Si les choses étaient meilleures, je m'inscrirais et j'irais voter en novembre », déplore Patrick Mandeng, dentiste. Les élec-

tions présidentielles de 2025 au Cameroun seront déterminantes pour l'avenir du pays, mais elles risquent de manquer de sens pour une jeunesse qui ne se sent pas écoutée. Face à ce défi, les jeunes souhaitent vivement qu'un lien de confiance soit rétabli entre la jeunesse et la politique. Cela passe par une refonte des stratégies politiques, une meilleure représentation des jeunes et un renouvellement des discours, afin de donner à cette génération les clés pour participer activement à la construction de leur avenir. Pour que le Cameroun puisse prétendre à une véritable démocratie partici-



pative, ils estiment que les élus doivent impérativement remo-

biliser la jeunesse et lui donner la place qu'elle mérite.

PRÉSIDENTIELLE 2025

La jeunesse entre engagement et désenchantement

► La scène politique s'annonce particulièrement mouvementée au Cameroun en cette année 2025. Les enjeux sont particulièrement importants, et dans un environnement où la gérontocratie a longuement montré ses limites, la jeunesse portée par un vent nouveau venu d'Afrique de l'Ouest, compte bien jouer sa partition.

Par Yvan NJUPLONG

L'ALTERNANCE politique. Quelle belle grande expression ! Pourtant, il y'a bien longtemps que les Camerounais en ont oublié le sens, car n'en ayant pas connu depuis 42 ans. Ces derniers mois cependant, un regain d'intérêt semble avoir envahi l'esprit des Camerounais en général, mais plus particulièrement d'une catégorie d'entre eux qui a bien souvent été cantonnée à un rôle de faire-valoir : la jeunesse. Peu à peu et alors que les jours se succèdent, les mythes longtemps construits par l'élite politique gouvernante, essentiellement

gérontocrate pour justifier d'une certaine incapacité des jeunes à exercer des parcelles de pouvoir se sont déconstruits sous l'action délicate mais précieuse du temps et des événements. Oui, parce que rien ne sera plus jamais avant. Les jeunes et leurs parents au pouvoir l'ont bien compris. L'avènement des réseaux sociaux a réussi à briser la barrière qui pouvait exister entre les performances de la jeunesse et les cercles de pouvoir. A l'heure où des jeunes marquent positivement de leur empreinte l'exercice du pouvoir au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali et même plus près de nous au Gabon et au Tchad, les jeunes camerounais commencent à

comprendre qu'ils ont un rôle à jouer et pas des moindres, pour reprendre en main et avec pleine vigueur un pays qui se noie chaque jour davantage dans un océan de crises et d'incertitudes. Jamais auparavant, mobilisation n'a été faite avec autant d'importance, pour inciter les jeunes à s'inscrire sur les réseaux sociaux. Jamais non plus, le désir de changement n'aura été aussi expressif. Et au gré du temps qui file, une question semble revenir, une alternance jeune, mais pour quels jeunes ? Des noms reviennent, portés par des dynamiques multiples à travers les réseaux sociaux, mais aussi de plus en plus sur le terrain. Cabral Libii semble tenir la

corde, mais pas très loin, des noms comme ceux de Franck Biya et Rebecca Enongchong semblent revenir. Si le désir de changement est cependant bien réel, la peur du sacrifice qu'il faudra pour y arriver semble aussi se faire une place dans les entrailles de nombreux jeunes. L'assassinat de Martinez Zogo en janvier 2023 a d'ailleurs conforté bon nombre de thésards de la démobilisation dans leur envie de ne pas s'y mêler. On préfère ainsi éviter d'aborder certains sujets, d'émettre certains avis, d'exprimer sa misère et son mécontentement parce que l'on craint de finir dans le « Moulinex ». Sur les réseaux sociaux et dans la vie courante, on préfère se nourrir

de buzz et d'eau fraîche, enfin, quand il en coule. Alors que nous sommes à la croisée des chemins, à un moment décisif de l'histoire de notre pays, il n'est plus temps de se démobiliser, mais de prendre ses pleines responsabilités. Le Cameroun est un héritage collectif, qu'il appartient à notre jeunesse, -qui sait se lever quand la fierté nationale est touchée- de préserver. En 2025, un seul choix va s'imposer naturellement à chaque jeune camerounais. Faire don de soi pour faire briller un soleil nouveau sur le Cameroun, et ou le regarder avec force et lâcheté, poursuivre sa lente mais certaine descente aux enfers.



Sous l'encadrement et la supervision du Département de publicité de l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC)

CONFÉRENCE ACADÉMIQUE

Thème Shockvertising: Bad buzz ou Coup de génie ?

Mercredi, 29 janvier 2025, dès 12h

campus de l'ESSTIC, salle D4

(69760838 / 650366907)

Le panel



M. Robert Pascal Bassassa
Communicant (modérateur)



M. CHEDJOU KAMDEM
Social Media Manager



M. Kisito NGANKAK
Dir. du Développement des médias privés et de la Pub. au Ministère de la Communication



M. Charly DESPOTE
Marketing & Com. Strategist Copywriter/ Storyteller



Mme LOME Viridiana
Digital Marketing Manager à OK FOODS Cameroun



AMMENAGEMENT URBAIN

La difficile compensation des familles

L'EXPROPRIATION, cette exception au droit fondamental à la propriété, devrait théoriquement servir l'intérêt général, comme le stipule la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Dans un cadre bien défini par l'État, à travers une déclaration d'utilité publique, elle est censée respecter des règles strictes afin de garantir une protection optimale aux propriétaires expropriés. Cette procédure vise à permettre à l'État d'acquérir de manière contraignante des biens immobiliers privés, pour des projets d'intérêt collectif, en assurant une indemnisation juste et préalable. Cependant, la réa-

lité est bien différente. Les indemnisations dans de nombreux projets structurants au Cameroun laissent souvent à désirer. Elles sont fréquemment mal préparées, en grande partie parce que les commissions d'évaluation omettent d'inclure des experts comme les sociologues, anthropologues ou psycho-sociologues, pourtant essentiels pour une évaluation complète et juste des biens. De plus, nombre de projets n'ont pas d'études socio-anthropologiques préalables fiables. Résultat : des évaluations approximatifs, des indemnités versées avec retard, et des familles expropriées qui se sentent lésées et

frustrées. Pour remédier à cette situation, il est urgent de renforcer la transparence et l'efficacité tout au long du processus d'expropriation. Il est essentiel de repenser la manière dont ces projets sont menés, en intégrant des analyses plus rigoureuses et en garantissant des compensations à la hauteur des pertes subies.

Par Astride Ronny AVOULOU ETOUA, Professionnelle des métiers de l'Information et de la Communication. Etudiante en Thèse de Doctorat / PhD à l'Université de Yaoundé 2, ESSTIC.

OBTAINING THE NATIONAL ID CARD

Gov't promises faster, easier process

► The government has is launching a system to enable individuals caught in the dilemma to seek needed assistance from competent authorities

By Brigitte BATE (Intern)

THE Delegate General for National Security, Martin Mbarga Nguete has announced that the government is now adopting newer resulted-oriented measures as it embarks on a challenge to final lasting solution to the persistent double identities crisis and difficulties in obtaining national identity cards. According to the police boss, the institution is now focused on making available a streamlined process designed to enable individuals caught in the dilemma to seek assistance from competent authorities. The Delegate General made the announcement in an outing last week as the police body continues its strides toward resolve the issues of double identities and national identities which has affected thousands of Cameroonians in recent years, leading to complications from citizens on challenges in accessing essential services in the sector. To tackle this pressing concern, Mbarga Nguete in the outing last week, called on individuals facing such challenges to come forward and provide their contact information, email addresses, and other rele-



vant details at various Regional Delegations for National Security. The initiative, the police boss said, aims to facilitate prompt follow-up and resolution for those struggling with double identities challenges or those encountering obstacles in acquiring national identity cards. By encouraging citizens to report their issues directly to the authorities, experts say the government is taking a proactive stance in ensuring that every Cameroonian can obtain their rightful identification without undue hardship. Mbarga Nguete emphasized the importance of a unified national identity system as a cornerstone of national security and citizen rights. Per the Delegate General, the government recognizes that having

a reliable form of identification is crucial for participating fully in society, accessing public services, and exercising one's rights. Those affected, he said, are urged to take advantage of this opportunity to resolve their issues. The government's commitment to addressing these concerns reflects a broader effort to enhance public trust in the national identification system and promote inclusivity, according to experts. As Cameroonians step forward to rectify their identity challenges, many believe the initiative represents a significant stride towards a more secure and equitable society, where every citizen can confidently access their rights and services without fear of bureaucratic.



Modeste NGONG, airport staff

«This initiative could improve the lives of many citizens»

« The issue of double identity is very common. It is a real administrative headache for those who, due to discrepancies in civil registers or other complex circumstances, are unable to validate a single identity. Allowing affected individuals to submit specific requests in regional delegations is a welcome measure, as it directly addresses this long-standing problem. It shows that the authorities are finally recognizing the scope of this issue and are committed to addressing it in a pragmatic way. I am confident that this initiative will improve the lives of many citizens and, hopefully, inspire reforms to more broadly address issues related to identity management in Cameroon. It is an important step towards a fairer administration that is more attentive to the realities of its citizens. »



Bernadette MBALLA, student

«This measure, which allows individuals to submit specific requests in regional delegations, is a real relief»

«I am truly pleased with the decision of the General Delegate of National Security to simplify the process of obtaining identity cards for Cameroonians facing particular situations. As a citizen, I finally feel heard and understood in the face of often complicated administrative procedures. This measure, which allows individuals to submit specific requests in regional delegations, is a real relief. It shows a desire to make the administration more accessible and humane, which is very encouraging. It restores confidence in the system, especially for those of us who have long been left behind or faced with obstacles. I hope this will be the beginning of a series of similar initiatives to make our administrative processes more fluid and accessible.



Département de publicité



CONFÉRENCE
ACADÉMIQUE

Panélistes



Arsène Wilfried NJINJI
Digital marketeur



Vanessa AMBOMBO
Ancienne Celcom à Yaoundé, Cameroun



François BINGONO
Journaliste/Anthropologue



Landry Donald NGON
Celcom au Goethe Institut



Romuald DJOUOKEP
CEO à RDCam

Thème PUBLICITÉ ET ESTHÉTIQUE CULTURELLE:
Un atout majeur pour les annonceurs

My Business | CO-PAT



Des gains par les beignets

► **Complexe Pâtisserie (CO-PAT) est une jeune entreprise naissante qui produit, commercialise des beignets et les revends aux particuliers et à des établissements partenaires.**

Par Michelle MBESSA

L'ENTREPRISE CO-PAT, encore en phase informelle, a été fondée par Bonaventure Ngah dans le but de répondre à un besoin urgent observé chez les jeunes élèves et étudiants : mieux se préparer pour la rentrée scolaire. L'idée de cette entreprise est née de la volonté de soutenir les jeunes dans leur parcours académique, en leur offrant des services adaptés pour faciliter leur rentrée. Depuis sa création, CO-PAT a su se faire une place en proposant des prestations qui rencontrent un réel succès auprès de sa clientèle cible. Bien que l'entreprise soit encore informelle, Bonaventure Ngah envisage de la légaliser cette année et de rechercher des partenaires pour renforcer son activité. L'objectif est de structurer davantage le travail déjà en cours et de bénéficier du soutien nécessaire pour élargir l'impact de l'entreprise. En dépit de son statut informel, CO-PAT a déjà su attirer de nombreux jeunes qui trouvent leur compte dans les services proposés. L'un des aspects marquants de CO-PAT est sa diversification. En dehors de son activité principale, la fabrication de beignets, l'entreprise a ouvert plusieurs points de vente dans différents établissements où elle propose ses services. Ces établis-



sements, bien que non détaillés pour des raisons de confidentialité, constituent des lieux stratégiques où CO-PAT étend son réseau et touche un public plus large. Concernant la rentabilité de l'entreprise, Bonaventure Ngah préfère rester discret sur ses gains journaliers, mais il assure que le travail est bien rémunéré. Bien qu'il n'ait pas de raisons de se plaindre de la rémunération, il reconnaît que, comme dans toute entreprise, des insuffisances peuvent parfois

survenir, notamment en termes de gestion ou de ressources. Malgré ces défis, il reste optimiste et motivé par la croissance continue de CO-PAT et par les retours positifs de ses clients. CO-PAT est une entreprise en pleine expansion qui, bien qu'encore informelle, s'engage fermement à soutenir les jeunes élèves et étudiants dans leur réussite scolaire, tout en cherchant à se structurer et à se développer davantage dans les mois à venir.

An octopus has three hearts and eight brains

THE Common octopus animal scientifically known as *Octopus vulgaris* is an intelligence and fascinating creature with unique anatomical features that distinguish it from many others animals. It has eight arms, eight brains, and three hearts. At Basel Zoo, two octopuses demonstrate their problem-solving skills by opening sealed bottles to access food, reflecting their natural behaviour of opening mussels and snails in the wild. Each arm operates independently due to a unique nervous system. The eight flexible arms of the common octopus which are covered in suckers allows it grasp objects, manipulate its environment and explore its surroundings. The arms operate independently giving the octopus remarkable and control agility. Octopus possesses a central brain located in its head, along with a smaller brain in each of its eight arms. The decentralized nervous system allows each arm to perform complex tasks and respond to stimuli independently, enhancing the octopus ability to interact with the environment. Octopus blood is blue, containing copper-based hemocyanin instead of iron-based hemoglobin. Despite being harvested extensively—around 300,000 tonnes annually the common octopus is not endangered, thanks to its high reproductive rate; a female can lay up to 500,000 eggs but dies after laying them, while males die shortly after mating. Octopuses have a short lifespan, typically living only four years in the wild and around two years in aquariums. They are known to decorate their caves with shells but increasingly with plastic waste. All octopuses are cephalopods, but not all cephalopods are octopuses; this group also includes squids and nautilus. Like other cephalopods, octopuses can eject ink to escape predators, creating a cloud to hide from threats.



1. RECRUTEMENT DE 05 PROGRAMMEURS

FNE Douala Bassa recherche 05 programmeurs pour un employeur dans le secteur de l'informatique à Douala. Les candidats doivent avoir un niveau d'études Bacc +2 / BTS / DUT en Informatique ou génie logiciel, avec au moins 24 mois d'expérience. Les tâches consistent en la maintenance des applications informatiques, la conception technique et le codage des applications, ainsi que la conception des logiciels et la rédaction des documents techniques. Les candidats doivent être âgés entre 23 et 35 ans, sans distinction de sexe. Les candidatures doivent être déposées avant le 20 janvier 2025 à 10h, soit en personne à l'agence Douala Bassa face BELAVIE NDOKOTI

auprès de Mme AGOL, soit par WhatsApp au 675234744.

2. RECRUTEMENT DE 05 COMMERCIAUX

FNE Douala Bassa recherche 05 commerciaux pour un employeur dans le secteur des services à Douala. Les candidats doivent avoir un niveau d'études Bacc + 2 et au moins 24 mois d'expérience. Les tâches consistent en la prospection des clients pour la promotion des produits et services, ainsi que le suivi de la clientèle. Le salaire est composé d'une base plus une commission si les objectifs sont atteints. Les candidats doivent être âgés entre 25 et 35 ans, sans distinction de sexe. Les candidatures doivent être déposées avant le 17 janvier 2025 à 10h, soit en personne à l'agence Douala Bassa face BELAVIE NDOKOTI

auprès de Mme AGOL, soit par WhatsApp au 675234744.

3. RECRUTEMENT DE 06 CAISSIÈRES

FNE Douala Bassa recherche 06 caissières pour un employeur dans le secteur des services à Douala. Les candidates doivent avoir un niveau d'études maximum Bacc, être âgées de plus de 22 ans et avoir au moins 24 mois d'expérience. Les tâches consistent en l'accueil des clients, la réception et le traitement des paiements, ainsi que l'exécution des transactions des clients. Les candidatures doivent être déposées avant le 18 janvier 2025 à 10h, soit en personne à l'agence Douala Bassa face BELAVIE NDOKOTI auprès de M. KINGUE, soit par WhatsApp au 699624664.

Source : FNE



CaMiGra
Caméra - Micro - Graphisme

ASSURE TA SOUTENANCE à travers nous !

PRISE DE VUE ET MONTAGE AUDIOVISUEL DE VOTRE MAGAZINE TV
(+237) 694 299 971 - 677 932 102

